



Déclaration du CTSD 33 du 16/10/2013

Monsieur le Directeur Académique,

Ce CTSD est convoqué pour faire le bilan de la rentrée 2013 dans le même temps où la rentrée 2014 se prépare. Ce bilan doit donc être l'occasion de pointer les difficultés de notre département pour en tenir compte dans une volonté d'amélioration au service de la réussite de tous les élèves girondins. C'est aussi l'occasion de pointer les leviers positifs qui ont pu être mis en œuvre dans cette volonté d'amélioration.

C'est le sens des remarques que l'UNSA Education s'apprête à faire.

Dans le premier degré, les éléments de bilan font apparaître, une fois de plus, une poussée des effectifs toujours plus importante que les prévisions. Même si la sous-estimation des effectifs est moins importante que ces dernières années, elle l'est quand même de 500 élèves, ce qui n'est pas rien dans le contexte dégradé que connaît la Gironde depuis de nombreuses années. Nous le répétons, une fois de plus, **il va falloir intégrer cette tendance structurelle de l'augmentation des effectifs en Gironde dans le cadre d'un plan de rattrapage** si l'on veut réellement rétablir l'équité sur le territoire national.

Force est de constater que le P/E ne s'améliorera pas cette année non plus et que les difficultés que connaît la Gironde continuent de s'accroître :

- Les classes surchargées restent d'actualité en cette rentrée 2013
- La situation du remplacement est devenue catastrophique : vous avez dû bloquer les remplaçants pour faire face aux besoins devant classe, vous avez dû rappeler en urgence des stagiaires qui sont totalement désorientés et mis à rude épreuve pour leur entrée dans le métier. Dans ce contexte dégradé, votre choix d'avoir dégagé 50 ETP pour les contractuels admissibles pèse lourd. Nous n'osons nous projeter en janvier prochain où la première épidémie de grippe paralysera les écoles de Gironde.
- La formation continue reste exsangue et des stages de circonscription, qui ont longuement mobilisés des équipes, sont en train d'être supprimés.
- La disparition des réseaux d'aide fait cruellement défaut aux élèves qui en ont le plus besoin.

Des leviers positifs ont, cependant, été mis en œuvre dans ce contexte dégradé : je veux parler des dispositifs « plus de maîtres que de classes » et scolarisation des moins de 3 ans qu'il va falloir amplifier.

Concernant la direction d'école, le retour de l'aide administrative apporte une bouffée d'oxygène à des personnels qui étaient à bout. Il va cependant falloir que, cette

année, enfin, que le sujet soit traité sur deux aspects : les conditions d'exercice des directeurs et l'évolution de la structuration administrative de l'école primaire, aujourd'hui inadaptée. Nous vous avons demandé, Monsieur le Directeur Académique, de redonner de la latitude aux équipes, de leur faire confiance et de ne plus leur imposer des remontées justifiant heure par heure leur travail. Nous tenons à vous alerter sur la circonscription de Saint André de Cubzac où la dernière enquête APC et des ordres de missions sans visa financier, donc illégaux, viennent de tomber sur les directeurs d'école et montrent que le message n'est pas passé.

Dans le second degré, aussi, la rentrée fut très difficile : si les prévisions d'effectifs, au global, rejoignent le constat à 35 élèves près, force est de constater qu'à force de remplir les classes depuis nombre d'années, elles débordent et il faut en créer. Là encore, la dotation ministérielle ne permet pas de faire face à la démographie. Les décisions trop tardives de créations de classes nécessaires ont contribué à dégrader les conditions de rentrée.

Le contexte particulier des découpages de postes pour accueillir les contractuels admissibles, les partages de service entre 2, 3, voire 4 établissements pour les TZR et pour les contractuels bouchant les trous constituent des conditions de travail dégradées, très dégradées, pour ces personnels et ont conduit, dans de nombreux établissements, à largement revisiter tout au long du mois de septembre les emplois du temps qui sont à la base d'un climat serein dans les établissements.

Enfin la multiplication des contrats aidés à recruter avant la fin de l'année civile alourdit la gestion des ressources humaines à la DSDEN et dans les EPLE recruteurs.

En raison de toutes ces difficultés, de nombreux personnels dans les services de la DSDEN et dans les établissements, en particulier les adjoints aux chefs d'établissement sont au bord de la rupture nerveuse, voire déjà davantage, en ce tout début d'année.

L'UNSA Education renouvelle sa demande d'un calendrier de préparation de la rentrée concerté avec l'ensemble des représentants des personnels.

L'UNSA Education tient à rappeler, Monsieur le Directeur Académique, que la qualité des enseignements dispensés à nos élèves dépend de la qualité des conditions de travail de tous les personnels de l'Education Nationale.

Pour l'UNSA Éducation

Evelyne FAUGEROLLE

